

F. 93 — 2511

22 OCTOBRE 1993
Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles :

- 13;
- 36, alinéa 2;
- 250;
- 266;
- 271;
- 275, §§ 1^{er} et 2;
- 300, § 1^{er};
- 312;

— 463 bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières;

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment les articles 9 et 47, § 3;

Vu la loi du 18 juin 1993 modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, notamment les articles 18 et 19;

Vu l'AR/CIR 92, notamment les articles :

- 1^{er};
- 18, § 3;
- section XI du chapitre I^{er}, comprenant l'article 29;
- 60;
- 87;
- 90;
- 92;
- 93;
- 106, § 7, alinéa 1^{er};
- 116;
- 118, § 2;
- 119, § 1^{er}, 5^o;
- annexe III;
- annexe V;

Vu :

1^o l'arrêté royal du 11 décembre 1992 fixant l'avantage minimum qui résulte de l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis à disposition du bénéficiaire gratuitement ou moyennant une intervention;

2^o l'arrêté royal du 28 février 1993 fixant le coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux ainsi que l'avantage qui résulte de prêts consentis sans intérêt ou à un taux d'intérêt réduit;

3^o l'arrêté royal du 2 juin 1993 déterminant le précompte professionnel sur les bénéfices et profits des associés ou membres non résidents de sociétés civiles ou associations sans personnalité juridique, visés à l'article 229, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992;

4^o l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la renonciation à la perception du précompte mobilier;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 28 juillet, *Moniteur belge* du 31 juillet 1992.

Loi du 18 juin 1993, *Moniteur belge* du 7 août 1993.

Loi du 22 juillet 1993, *Moniteur belge* du 26 juillet 1993.

AR/CIR 92, arrêté royal du 27 août 1993, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrêté royal du 11 décembre 1992, *Moniteur belge* du 30 décembre 1992.

Arrêté royal du 28 février 1993, *Moniteur belge* du 23 mars 1993.

Arrêté royal du 2 juin 1993, *Moniteur belge* du 16 juin 1993.

Arrêté royal du 11 juin 1993, *Moniteur belge* du 3 juillet 1993.

Arrêté royal du 22 juillet 1993, *Moniteur belge* du 24 juillet 1993.

N. 93 — 2511

22 OKTOBER 1993
Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op de artikelen :

- 13;
- 36, tweede lid;
- 250;
- 266;
- 271;
- 275, §§ 1 en 2;
- 300, § 1;
- 312;

— 463 bis, § 1, ingevoegd door de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen;

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op de artikelen 9 en 47, § 5;

Gelet op de wet van 18 juni 1993 tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, inzonderheid op de artikelen 18 en 19;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op de artikelen :

- 1;
- 18, § 3;
- afdeling XI van hoofdstuk I, die artikel 29 bevat;
- 60;
- 87;
- 90;
- 92;
- 93;
- 106, § 7, eerste lid;
- 116;
- 118, § 2;
- 119, § 1, 5^o;
- bijlage III;
- bijlage V;

Gelet op :

1^o het koninklijk besluit van 11 december 1992 tot vaststelling van het minimumvoordeel uit het persoonlijk gebruik van een voertuig dat kosteloos of tegen een bijdrage ter beschikking van de verkrijger is gesteld;

2^o het koninklijk besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van de revalorisatiecoëfficiënt voor kadastrale inkomens en van het voordeel uit renteloze leningen of leningen tegen verminderde rentevoet;

3^o het koninklijk besluit van 2 juni 1993 tot vaststelling van de bedrijfsvoorheffing op winst en op baten van niet-inwonende vennoten of leden van burgerlijke vennootschappen of van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, vermeld in artikel 229, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

4^o het koninklijk besluit van 11 juni 1993 met betrekking tot de verzaking van de inning van roerende voorheffing;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 28 juli 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1992.

Wet van 18 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1993.

Wet van 22 juli 1993, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1993.

KB/WIB 92, koninklijk besluit van 27 augustus 1993, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 11 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1992.

Koninklijk besluit van 28 februari 1993, *Belgisch Staatsblad* van 23 maart 1993.

Koninklijk besluit van 2 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 1993.

Koninklijk besluit van 11 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1993.

Koninklijk besluit van 22 juli 1993, *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1993.

5^o l'arrêté royal du 22 juillet 1993 portant majoration du précompte professionnel;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'AR/CIR 92, les colonnes de l'exercice d'imposition et du coefficient de revalorisation sont respectivement complétées par « 1994 » et « 2,95 ».

Art. 2. A l'article 18, § 3, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le tableau repris au point 1, b, la colonne de l'année au cours de laquelle le contrat de prêt est conclu est complétée par « 1992 » et la colonne du taux d'intérêt de référence à prendre en considération est complétée par « 9,25 » en ce qui concerne les prêts dont le remboursement est garanti par une assurance-vie mixte et par « 8,25 » en ce qui concerne les autres prêts;

2^o dans le tableau repris au point 1, c, 2^o, la colonne de l'année au cours de laquelle le contrat de prêt est conclu est complétée par « 1992 » et la colonne du taux de chargement mensuel est complétée par « 0,46 » en ce qui concerne les prêts en vue de financer l'acquisition d'une voiture et par « 0,46 » en ce qui concerne les autres prêts;

3^o dans le tableau repris au point 1, d, les colonnes de l'année au cours de laquelle l'emprunteur a disposé des sommes empruntées et du taux de référence à prendre en considération sont respectivement complétées par « 1992 » et « 12 »;

4^o le point 9 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour la détermination de l'avantage, le nombre de kilomètres à retenir par année ne peut toutefois pas être inférieur à 5 000. »

Art. 3. La section XI du chapitre I^{er} du même arrêté, comprenant l'article 29, est abrogée.

Art. 4. L'article 60 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'article 87 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 août 1993, est complété comme suit :

« 7^o l'ensemble des bénéfices et profits qui sont considérés, conformément aux dispositions des articles 29, § 1^{er}, et 364 du Code des impôts sur les revenus 1992, comme attribués aux associés ou membres non résidents de sociétés civiles ou associations sans personnalité juridique, visés à l'article 229, § 3, du même Code. »

Art. 6. L'article 90 du même arrêté est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application du § 1^{er}, les redevables du précompte professionnel visés à l'article 270, 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 doivent remettre une déclaration au précompte professionnel au receveur des contributions directes de Bruxelles « Etranger » dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus visés à l'article 87, 7^o, sont considérés comme attribués conformément à l'article 364 du même Code et payer le précompte professionnel dû par versement ou virement au compte courant postal 000-2002400-29 du receveur précité selon les règles du chapitre III, section III. »

Art. 7. L'article 92 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 92. § 1^{er}. A la fin de chaque année, les redevables du précompte professionnel sont tenus :

1^o de remplir, pour chacun des bénéficiaires des revenus, une fiche dont le modèle est fixé par le Ministre des Finances ou son délégué;

2^o d'établir et de signer pour les fiches visées sub 1^o, un relevé récapitulatif dont le modèle est fixé par le Ministre des Finances ou son délégué.

Un relevé distinct peut être établi pour des catégories déterminées de bénéficiaires, tels que employés, ouvriers, bénéficiaires de pensions et rentes, administrateurs ou liquidateurs ou par catégories de revenus définis à l'article 87.

Sur demande écrite et motivée, le Ministre des Finances ou son délégué peut, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, dispenser les pouvoirs, institutions et organismes publics d'établir les fiches et le relevé prévus au présent article, pour les pensions et allocations sociales dont le montant n'atteint pas le minimum imposable.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les redevables du précompte professionnel visés à l'article 270, 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 doivent établir un relevé particulier dont le modèle est fixé par le Ministre des Finances ou son délégué. »

5^o het koninklijk besluit van 22 juli 1993 tot verhoging van de bedrijfsvoorheffing;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het KB/WIB 92 worden de kolommen van het aanslagjaar en van de revalorisatiecoëfficiënt respectievelijk aangevuld met « 1994 » en « 2,95 ».

Art. 2. In artikel 18, § 3, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de tabel onder punt 1, b, wordt de kolom van het jaar waarin de leningsovereenkomst is gesloten, aangevuld met « 1992 » en wordt de kolom van de in aanmerking te nemen referentierentevoet aangevuld met « 9,25 » wat betreft de leningen waarvan de terugbetaling door een gemengde levensverzekering is gewaarborgd en met « 8,25 » wat de andere leningen betreft;

2^o in de tabel onder punt 1, c, 2^o, wordt de kolom van het jaar waarin de leningsovereenkomst is gesloten, aangevuld met « 1992 » en wordt de kolom van het maandelijks lastenpercentage aangevuld met « 0,46 » wat betreft de leningen om de aankoop van een wagen te financieren en met « 0,46 » wat de andere leningen betreft;

3^o in de tabel onder punt 1, d, worden de kolommen van het jaar waarin de ontlenaar over de geleende bedragen heeft beschikt en van de in aanmerking te nemen referentierentevoet respectievelijk aangevuld met « 1992 » en « 12 »;

4^o punt 9 wordt aangevuld met het volgende lid :

. Voor de vaststelling van het voordeel, mag het aantal kilometers voor een jaar evenwel niet lager zijn dan 5 000. »

Art. 3. Afdeling XI van Hoofdstuk I van hetzelfde besluit, dat artikel 29 bevat, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 87 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 augustus 1993, wordt aangevuld als volgt :

« 7^o het geheel van de winst en de baten die overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 29, § 1, en 364 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden geacht te zijn toegekend aan niet-inwonende vennoten of leden van burgerlijke vennootschappen of verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, vermeld in artikel 229, § 3, van hetzelfde Wetboek. »

Art. 6. Artikel 90 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt :

« § 4. Voor de toepassing van § 1 moeten de in artikel 270, 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing binnen vijftien dagen na het verstrijken van de maand waarin de in artikel 87, 7^o, vermelde inkomsten overeenkomstig artikel 364 van hetzelfde Wetboek geacht worden te zijn toegekend, een aangifte in de bedrijfsvoorheffing overleggen bij de ontvanger van de directe belastingen te Brussel « Buitenland » en de verschuldigde bedrijfsvoorheffing door storting of overschrijving op postrekening-courant 000-2002400-29 van de voormelde ontvanger betalen volgens de regels van hoofdstuk III, afdeling III. »

Art. 7. Artikel 92 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 92. § 1. Op het einde van elk jaar moeten de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing :

1^o voor iedere verkrijger van inkomsten een fiche invullen waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde wordt vastgesteld;

2^o van de sub 1^o vermelde fiches een samenvattende opgave waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde wordt vastgesteld, opstellen en ondertekenen.

Een afzonderlijke opgave mag worden opgesteld voor bepaalde categorieën van verkrijgers, zoals bedienden, verkrijgers van pensioenen en renten, bestuurders of vereffenaars, of per in artikel 87 bepaalde inkomstencategorie.

Voor pensioenen en sociale toelagen waarvan het bedrag het belastingvrije minimum niet bereikt, kan de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde, op schriftelijke en met redenen omklede aanvraag en binnen de grenzen en onder de voorwaarden die hij stelt, de openbare machten, instellingen en lichamen, ontslaan van het opstellen van de in dit artikel vermelde fiches en samenvattende opgaven.

§ 2. In afwijking van § 1 moeten de in artikel 270, 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing een bijzondere opgave opstellen waarvan het model door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde wordt vastgesteld. »

Art. 8. L'article 93 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. § 1^{er}. A l'appui des déclarations déposées conformément aux articles 90 et 91, les redevables du précompte professionnel doivent remettre au service désigné conformément à l'article 297 du Code des impôts sur les revenus 1992, toutes les fiches et le relevé récapitulatif visés à l'article 92, avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle ces documents se rapportent.

Les redevables du précompte professionnel doivent, avant le 1^{er} mars, remettre un double de la fiche, dûment complétée, à chacun des bénéficiaires des revenus, pour permettre à ceux-ci de remplir éventuellement leur déclaration à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les redevables du précompte professionnel visés à l'article 270, 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 doivent, à l'appui de la déclaration déposée conformément à l'article 90, § 4, remettre le relevé particulier visé à l'article 92, § 2, au contrôle « Etranger » désigné conformément à l'article 297 du même Code au plus tard quatre mois après l'expiration de la période à laquelle se rapporte ledit relevé. »

Art. 9. A l'article 106, § 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « articles 114 et 118 » sont remplacés par les mots « articles 114, 118 et 119quinquies ».

Art. 10. A l'article 116 du même arrêté, les mots « articles 114 et 118 » sont remplacés par les mots « articles 114, 118 et 119quinquies ».

Art. 11. A l'article 118, § 2, du même arrêté, les mots « articles 114 et 118 » sont remplacés par les mots « articles 114, 118 et 119quinquies ».

Art. 12. A l'article 119, § 1^{er}, 5^o, du même arrêté, les mots « articles 114 et 118 » sont remplacés par les mots « articles 114, 118 et 119quinquies ».

Art. 13. A l'annexe III du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 août 1993, il est inséré un chapitre Xbis, rédigé comme suit :

« CHAPITRE Xbis. — Bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés civiles ou associations sans personnalité juridique, visés à l'article 229, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992.

63bis. — Base de perception et taux

Les revenus de chaque associé ou membre visés à l'article 87, 7^o, du présent arrêté sont soumis au précompte professionnel suivant les distinctions suivantes :

A. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-habitants du Royaume visés à l'article 227, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 : le précompte professionnel est fixé suivant les taux ci-après (sans réduction) :

Montant total des bénéfices ou profits de chaque associé ou membre — Totaalbedrag van de winst of de baten van elke vennoot of elk lid	Précompte professionnel dû — Verschuldigde bedrijfsvoorheffing
de 1 F à 253 000 F	26,5 p.c./pct.
de 253 001 F à 335 000 F	67 045 F + 31,8 p.c./pct.
de 335 001 F à 478 000 F	93 121 F + 42,4 p.c./pct.
de 478 001 F à 1 100 000 F	153 753 F + 47,7 p.c./pct.
de 1 100 001 F à 1 649 000 F	450 447 F + 53 p.c./pct.
de 1 649 001 F à 2 419 000 F	741 417 F + 55,65 p.c./pct.
plus de 2 419 000 F boven	1 169 922 F + 58,3 p.c./pct.
	ue la tranche au-delà de 253 000 F op de schijf boven
	de la tranche au-delà de 335 000 F op de schijf boven
	de la tranche au-delà de 478 000 F op de schijf boven
	de la tranche au-delà de 1 100 000 F op de schijf boven
	de la tranche au-delà de 1 649 000 F op de schijf boven
	de la tranche au-delà de 2 419 000 F op de schijf boven

B. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-résidents visés à l'article 227, 2^o, du Code précité : le précompte professionnel est fixé uniformément à 43 p.c. ».

Art. 8. Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 93. § 1. Tot staving van de overeenkomstig de artikelen 90 en 91 overgelegde aangiften moeten de schuldenaars van bedrijfsvoorheffing al de fiches en de samenvattende opgave waarvan sprake is in artikel 92, vóór 1 maart van het jaar na dat waarop die fiches en opgave betrekking hebben, inleveren bij de overeenkomstig artikel 297 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 aangewezen dienst.

De schuldenaars van bedrijfsvoorheffing moeten vóór 1 maart een afschrift van het fiche, behoorlijk ingevuld, aan iedere verkrijger van inkomsten overhandigen om hem in staat te stellen eventueel zijn aangifte in de personenbelasting of in de belasting van niet-inwoners in te vullen.

§ 2. In afwijking van § 1 moeten de in artikel 270, 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing, tot staving van de overeenkomstig artikel 90, § 4, overgelegde aangifte, de in artikel 92, § 2, vermelde bijzondere opgave uiterlijk vier maand na het verstrijken van de periode waarop die opgave betrekking heeft, inleveren bij de overeenkomstig artikel 297 van hetzelfde Wetboek aangewezen controle « Buitenland ».

Art. 9. In artikel 106, § 7, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 114 en 118 » vervangen door de woorden « de artikelen 114, 118 en 119quinquies ».

Art. 10. In artikel 116 van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 114 en 118 » vervangen door de woorden « de artikelen 114, 118 en 119quinquies ».

Art. 11. In artikel 118, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 114 en 118 » vervangen door de woorden « de artikelen 114, 118 en 119quinquies ».

Art. 12. In artikel 119, § 1, 5^o, van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 114 en 118 » vervangen door de woorden « de artikelen 114, 118 en 119quinquies ».

Art. 13. In bijlage III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 augustus 1993, wordt een hoofdstuk Xbis ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK Xbis. — Winst en baten van niet-inwonende vennoten of leden van burgerlijke vennootschappen of van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, vermeld in artikel 229, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

63bis. — Grondslag en tarief

De in artikel 87, 7^o, van dit besluit vermelde inkomsten van iedere vennoot of ieder lid zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

A. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-rijks-inwoners vermeld in artikel 227, 1^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 : de bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) :

B. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2^o, van voormeld Wetboek : de bedrijfsvoorheffing wordt éénvormig vastgesteld op 43 pct. ».

Art. 14. A l'annexe III du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 août 1993 et par l'article 13 du présent arrêté, il est inséré, à la place du chapitre XI qui devient chapitre XII, un chapitre XI nouveau, rédigé comme suit :

« **CHAPITRE XI. — Majoration du précompte professionnel.**

63^{ter}. Le précompte professionnel est majoré de 3 p.c.

Pour l'exécution de l'alinéa précédent, les débiteurs du précompte professionnel doivent multiplier par 1,03 le montant du précompte professionnel dû suivant les n^{os} 1 à 63^{bis} et arrondir le résultat au franc inférieur. ».

Art. 15. L'annexe V du même arrêté est abrogée.

Art. 16. Sont rapportés :

1^o l'arrêté royal du 11 décembre 1992 fixant l'avantage minimum qui résulte de l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis à disposition du bénéficiaire gratuitement ou moyennant une intervention;

2^o l'arrêté royal du 28 février 1993 fixant le coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux ainsi que l'avantage qui résulte de prêts consentis sans intérêt ou à un taux d'intérêt réduit;

3^o l'arrêté royal du 2 juin 1993 déterminant le précompte professionnel sur les bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés civiles ou associations sans personnalité juridique, visés à l'article 229, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992;

4^o l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la renonciation à la perception du précompte mobilier;

5^o l'arrêté royal du 22 juillet 1993 portant majoration du précompte professionnel.

Art. 17. § 1^{er}. L'article 1^{er} est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1994.

§ 2. L'article 2, 1^o à 3^o, est applicable aux avantages attribués à partir du 1^{er} janvier 1992.

§ 3. L'article 2, 4^o, est applicable aux avantages-attribués à partir du 1^{er} janvier 1993.

§ 4. Les articles 3 et 15 sont applicables aux intérêts payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 1992.

§ 5. L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

§ 6. Les articles 5 à 8 et 13 sont applicables aux bénéfices et profits qui sont considérés comme attribués à partir du 1^{er} janvier 1992 conformément aux articles 29, § 1^{er}, et 364 du Code des impôts sur les revenus 1992.

En ce qui concerne les revenus visés à l'article 87, 7^o, AR/CIR 92, inséré par l'article 5 du présent arrêté, qui sont considérés comme attribués avant le 1^{er} juillet 1993 :

— la déclaration et le versement du précompte professionnel visés à l'article 90, § 4, AR/CIR 92, inséré par l'article 6 du présent arrêté, doivent avoir lieu au plus tard le 31 juillet 1993;

— le relevé particulier visé à l'article 93, § 2, AR/CIR 92, inséré par l'article 8 du présent arrêté, doit être remis au plus tard le 31 octobre 1993.

§ 7. Les articles 9 à 12 sont applicables aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1993.

Toutefois, en ce qui concerne les revenus des titres acquis avant le 3 juillet 1993, la condition visée à l'article 118, § 1^{er}, 6^o, 3^e tiret, AR/CIR 92 est censée être remplie lorsque les titres ont fait l'objet d'une inscription nominative ou d'un dépôt à découvert au plus tard le 31 août 1993.

§ 8. L'article 14 est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 26 juillet 1993.

Art. 18. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 14. In bijlage III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 en bij artikel 13 van dit besluit, wordt, in de plaats van hoofdstuk XI dat hoofdstuk XII wordt, een nieuw hoofdstuk XI ingevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK XI. — Verhoging van de bedrijfsvoorheffing.**

63^{ter}. De bedrijfsvoorheffing wordt met 3 pct. verhoogd.

Voor de uitvoering van het vorige lid dienen de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die verschuldigd is volgens de nummers 1 tot en met 63^{bis}, te vermenigvuldigen met 1,03 en het resultaat af te ronden op de lagere fraak. ».

Art. 15. Bijlage V van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. Ingetrokken worden :

1^o het koninklijk besluit van 11 december 1992 tot vaststelling van het minimumvoordeel uit het persoonlijk gebruik van een voertuig dat kosteloos of tegen een bijdrage ter beschikking van de verkrijger is gesteld;

2^o het koninklijk besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van de revalorisatiecoëfficiënt voor kadastrale inkomens en van het voordeel uit renteloze leningen of leningen tegen verminderde rentevoet;

3^o het koninklijk besluit van 2 juni 1993 tot vaststelling van de bedrijfsvoorheffing op winst en op baten van niet-inwonende vennoten of leden van burgerlijke vennootschappen of van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, vermeld in artikel 229, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

4^o het koninklijk besluit van 11 juni 1993 met betrekking tot de verzaking van de inning van roerende voorheffing;

5^o het koninklijk besluit van 22 juli 1993 tot verhoging van de bedrijfsvoorheffing.

Art. 17. § 1. Artikel 1 is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1994.

§ 2. Artikel 2, 1^o tot 3^o, is van toepassing op de vanaf 1 januari 1992 toegekende voordelen.

§ 3. Artikel 2, 4^o, is van toepassing op de vanaf 1 januari 1993 toegekende voordelen.

§ 4. De artikelen 3 en 15 zijn van toepassing op de vanaf 1 januari 1992 betaalde of toegekende interest.

§ 5. Artikel 4 treedt in werking op 1 januari 1993.

§ 6. De artikelen 5 tot 8 en 13 zijn van toepassing op de winst en op de baten die vanaf 1 januari 1992 overeenkomstig de artikelen 29, § 1, en 364 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden geacht te zijn toegekend.

Met betrekking tot de in artikel 87, 7^o, KB/WIB 92, ingevoegd door artikel 5 van dit besluit, vermelde inkomsten, die vóór 1 juli 1993 geacht worden te zijn toegekend :

— moeten de in artikel 90, § 4, KB/WIB 92, ingevoegd door artikel 6 van dit besluit, vermelde aangifte en storting van de bedrijfsvoorheffing uiterlijk op 31 juli 1993 worden overgelegd en gestort;

— moet de bijzondere opgave vermeld in artikel 93, § 2, KB/WIB 92, ingevoegd door artikel 8 van dit besluit, uiterlijk op 31 oktober 1993 worden ingediend.

§ 7. De artikelen 9 tot 12 zijn van toepassing op de vanaf 1 januari 1993 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

Met betrekking tot inkomsten van effecten die vóór 3 juli 1993 zijn verworven, wordt de voorwaarde vermeld in artikel 118, § 1, 6^o, derde streepje, KB/WIB 92 geacht te zijn vervuld wanneer de effecten op naam zijn ingeschreven of in open bewaring zijn gegeven uiterlijk op 31 augustus 1993.

§ 8. Artikel 14 is van toepassing op de vanaf 26 juli 1993 betaalde of toegekende inkomsten.

Art. 18. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT